

CHALLENGES > FRANCE

France

Bruno Le Maire face à l'incapacité chronique de la France à maîtriser ses dépenses publiques

Par David Bensoussan le 28.03.2023 à 11h57

🔊 Lecture 6 min.

ABONNÉS

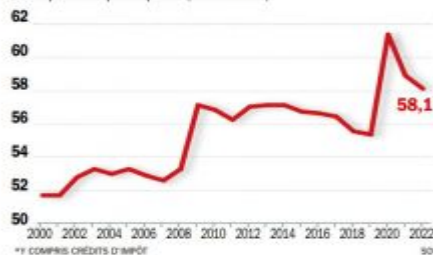
Le ministre des Finances, Bruno Le Maire, a annoncé une énième "revue des dépenses publiques" mais les initiatives précédentes du gouvernement ont, à chaque fois, échoué. La dette publique flirte désormais dangereusement avec la barre des 3.000 milliards d'euros.

BOURSE >	LE 28/03 À 15H31
CAC 40	-0,09% 7071,66
🔍 RECHERCHER UNE VALEUR	

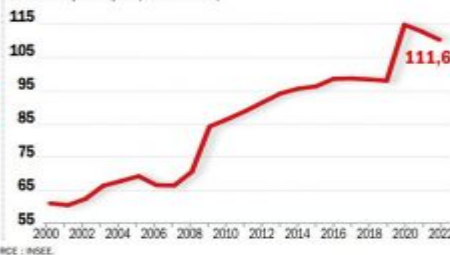
voilà un chiffre peu rassurant. Alors que les taux d'intérêt remontent en flèche, la dette publique flirte désormais dangereusement avec la barre des 3.000 milliards d'euros. Selon les données publiées par l'Insee ce mardi 28 mars, elle pesait, fin 2022, 111,6% de la richesse nationale. Principale raison de cette dérive: l'incapacité de la France à maîtriser ses dépenses publiques, qui atteignent 58,1% du PIB. Soit huit points de plus que la moyenne de la zone euro.

Des finances publiques dans le rouge

► Dépenses publiques* (en % du PIB)



► Dette publique (en % du PIB)



*Y COMPRIS CRÉDITS D'IMPÔT

SOURCE : INSEE.

"Pendant des décennies, nous avons habitude le pays à dépenser et à ne plus produire, ou produire de moins en moins", a déploré, lors de son intervention télévisée du 22 mars, Emmanuel Macron, qui justifie la réforme des retraites par l'impératif de redressement des comptes publics. Assurant que le "quoi qu'il en coûte" est fini, son ministre des Finances, Bruno Le Maire, promet de son côté "plusieurs milliards d'euros d'économies dans le budget 2024" grâce à une vaste "revue des dépenses publiques".

Le calendrier dérape

Ce volontarisme affiché à tailler dans les dépenses suscite toutefois un léger scepticisme tant les initiatives précédentes de Bercy n'ont pas vraiment été couronnées de succès. Sur le fond, Bruno Le Maire reste très vague sur le contour de ces audits, évoquant les aides aux entreprises et les prestations sociales, sans plus de précisions. "Alors que la date de restitution des premières évaluations est proche, ni les sujets étudiés ni l'objectif quantitatif d'économies n'ont pu être communiqués", se plaignait d'ailleurs la Cour des comptes dans son rapport annuel, le 10 mars.

Il faut dire que le calendrier dérape. Les premières conclusions, prévues le 1er avril, sont désormais attendues courant mai. Et les "assises des finances publiques", évoquées dès juillet 2022, auraient lieu "avant l'été" 2023. Pis, les déclarations martiales de Bercy contrastent avec les hausses de crédits budgétaires constatés, y compris hors dispositifs de lutte contre l'inflation. La Cour pointe la forte progression des dépenses militaires et des enveloppes allouées à la formation. Autre exemple significatif: les récents cadeaux d'Emmanuel Macron au Quai d'Orsay. Alors qu'il avait demandé, en 2018, au ministère des Affaires étrangères, de réduire sa masse salariale de 10%, il vient de promettre 700 postes en plus d'ici à 2027 et une hausse du budget de 20%. Comprenez qui pourra...

Echecs en série

Surtout, la méthode dite de "revue des dépenses" est loin d'être une garantie d'économies sonnantes et trébuchantes. Comme le rappelle l'expert François Ecalle (Fipeco) dans une note récente, l'exercice a connu son heure de gloire dans les années 1990 au Canada où il a permis de réduire le niveau des dépenses de 9 points de PIB. Depuis, il a été plus ou moins systématisé, selon les périodes, au Danemark, au Royaume-Uni ou en Allemagne.

Problème, la pratique française laisse à désirer. La seule vraie tentative a eu lieu sous Nicolas Sarkozy avec la "Révision générale des politiques publiques" (RGPP) entre 2007 et 2012. A l'époque, même si l'ambition d'une remise à plat complète de toutes les dépenses publiques, prestations sociales incluses, avait été largement revue à la baisse, la RGPP avait permis de rationaliser plusieurs administrations, comme la fusion des services des impôts et des trésoreries. Avec à la clef quelque 12 milliards d'euros d'économies, dont le tiers lié à la suppression de 136.000 postes de fonctionnaires.

Las, depuis, la RGPP, pilotée d'en haut par l'Elysée, avec Bercy et des consultants privés, fait figure d'épouvantail. François Hollande lui a préféré la "Modernisation de l'action publique" (MAP), censée être plus qualitative et participative. Un fiasco. Au bout d'un an, le gouvernement a dû se résoudre à fixer des objectifs budgétaires et lancer des audits classiques. Pour des résultats anecdotiques, estimés à 900 millions pour 2016-2017, selon Fipeco.

"Enorme déception"

Emmanuel Macron a, lui, tenté un improbable "en même temps" avec "Action publique 2022". Promettant le meilleur de la RGPP et de la MAP, son Premier ministre Edouard Philippe assurait, fin 2017, que les économies seraient "la conclusion vertueuse de la transformation publique, à l'inverse de la logique du rabot". Et d'ajouter en toute modestie: "Nous avons voulu faire quelque chose de radicalement différent, à la fois de plus intelligent, de plus respectueux et de plus durable." Un comité d'experts (CAP 22) devait pousser l'administration dans ses retranchements pour compléter les suggestions d'économies spontanées des ministères.

Dans les faits, le programme a subi le même sort que la MAP. "Cela a été une énorme déception, très peu de choses ont été reprises", se lamente un membre de CAP 22. L'élan du départ s'est vite essoufflé, puis la crise des "gilets jaunes" et le Covid ont mis fin à l'expérience. Restent tout de même quelques choix forts comme la baisse des contrats aidés ou une loi de modernisation des ressources humaines. Mais la Cour des comptes se dit incapable d'isoler les économies générées.

Nouvelle "nouvelle méthode"

Après la réélection d'Emmanuel Macron, Bruno Le Maire a repris le flambeau à l'été 2022. "Je propose que nous changions radicalement de méthode pour réduire les dépenses de l'Etat, a-t-il lancé en juillet, et que ce soit les parlementaires qui se saisissent du sujet, et plus le gouvernement." Une "task force" de députés Renaissance a donc été constituée, l'opposition ne voulant pas récupérer la patate chaude. "Nous ne souhaitons pas nous associer à une énième tentative infructueuse, dont les contours manquaient, de surcroît, de clarté", justifie Véronique Louwagie, la viceprésidente LR de la commission des Finances.

De fait, la "task force" n'a pas pu peser sur les choix budgétaires. "Nous envisagions de passer au crible les politiques du logement ou de l'emploi pour en apprécier l'efficacité, mais cela n'est pas passé, les lettres plafonds, fixant les crédits des ministères, avaient déjà été envoyées", regrette son pilote Daniel Labaronne. Quelques amendements ont été déposés pour raboter des niches fiscales mais ils ont été retoqués. "Les ministres se considèrent comme les premiers fonctionnaires de leur administration et barricadent leur budget, rôle un autre député de la majorité. Il faut en revenir à des objectifs comptables sinon cela ne marchera pas."

Exit les parlementaires, Bercy reprend la main avec sa nouvelle "nouvelle méthode". Mais la Cour des comptes estime que la démarche échouera s'il n'y a pas "une volonté politique forte" et "une adhésion collective de tous les acteurs de la dépense". En pleine grogne sociale, ce n'est pas gagné.